

Faits saillants de la réunion du Conseil d'administration

12 novembre 2024 CSCE — Chrysler — format hybride

MOT DE BIENVENUE

Sonia Behilil souhaite la bienvenue aux participants de la 284^e réunion du CA. Après constat du quorum, elle ouvre la séance à 17 h 32.

PRÉSENTATION DES PROGRAMMES DES MALADIES CHRONIQUES, LYNNE GIROUX

Lynne Giroux, gestionnaire de programme — maladies chroniques et nutrition a exposé les défis importants rencontrés par les programmes d'éducation sur le diabète (PED) et de nutrition en Ontario. Elle a expliqué que ces programmes font face à une pénurie de personnel exacerbée par un écart salarial majeur entre les employés du secteur communautaire et leurs homologues dans les hôpitaux et les écoles. Cette situation est notamment due à des congés de maternité, des maladies et des difficultés de recrutement, les salaires dans le secteur communautaire étant moins compétitif.

Lynne a souligné que cette pénurie de personnel entraîne des temps d'attente prolongés pour les patients, en particulier dans des localités comme Cornwall et Alexandria. En 2024, les délais pour obtenir un rendez-vous de routine atteignent 2 à 2,5 mois, et, pour les rendez-vous urgents, ils varient entre 3 et 4 semaines. Par ailleurs, la demande de services a fortement augmenté ces dernières années, notamment pour des consultations liées au prédiabète, à la diverticulose/diverticulite et à l'arrêt du tabac, ce qui a entraîné une surcharge de travail pour les professionnels de la santé. Le manque de personnel, notamment à Cornwall, où certains départs n'ont pas été remplacés, a encore aggravé la situation, empêchant la fourniture de certains services dans les délais impartis.

Pour faire face à ces défis, Lynne a proposé plusieurs mesures :

- ✓ Ajuster les salaires afin de rendre les conditions salariales du secteur communautaire plus attractives et compétitives par rapport à celles des secteurs hospitalier et scolaire, dans le but d'attirer et de retenir les employés.
- ✓ Créer des postes administratifs de soutien, tels que des secrétaires, pour alléger la charge administrative des professionnels de santé et leur permettre de se concentrer davantage sur les soins aux patients.

- ✓ Optimiser l'organisation des horaires de prise en charge, notamment en redistribuant les demandes entre les sites avec moins de demandes, en promouvant les sessions de groupe pour réduire les temps d'attente, et en révisant les processus pour mieux équilibrer les rendez-vous initiaux et de suivi.
- ✓ Lancer une campagne de sensibilisation intitulée « Pour nous, pour vous », afin d'informer le public et les responsables politiques sur les problèmes de pénurie de personnel et les inégalités salariales, dans le but d'obtenir un soutien gouvernemental pour améliorer les conditions de travail et l'accès aux soins.

Lynne a conclu en insistant sur le fait que la situation actuelle exige des actions urgentes pour améliorer à la fois les conditions de travail des professionnels de la santé et l'accès des patients aux soins. L'objectif est de réduire la charge de travail des professionnels et de garantir que les patients puissent accéder aux soins dans des délais raisonnables.

PRIORITÉS

- **CAMPAGNE PROVINCIALE DE PLAIDOIRIE DE L'ALLIANCE ET IMPLICATION DU CSCE**

Marc Bisson et Jonas Kobri présentent les scénarios d'augmentation de la masse salariale. Les membres du conseil d'administration ont discuté des défis importants auxquels l'organisation est confrontée, notamment les pénuries de personnel, les contraintes budgétaires et la pression pour maintenir les niveaux de service. Ils ont également examiné diverses stratégies mises en œuvre, telles que des mesures d'économie, le lobbying auprès du gouvernement et l'exploitation de partenariats communautaires pour aider à résoudre ces problèmes.

Les membres ont passé en revue les efforts de plaidoyer en cours, y compris les lettres envoyées aux responsables gouvernementaux et l'implication de professionnels de la santé pour plaider en faveur d'un financement et d'un soutien accrus. Un débat a eu lieu concernant l'intensité avec laquelle ces initiatives de plaidoyer devraient être menées. La possibilité de devoir réduire ou fermer certains services en raison des défis liés au personnel et au budget a été abordée, bien que les membres aient reconnu l'impact significatif que cela aurait sur la communauté. Ils ont convenu qu'une telle décision devrait être évitée autant que possible.

Il y a aussi eu une discussion sur la façon dont les coûts par patient de l'organisation se comparent à ceux des cabinets médicaux privés. Des inquiétudes ont été soulevées quant au fait que des coûts plus élevés pourraient nuire à la position de l'organisation et à son financement par rapport à d'autres prestataires.

Marc Bisson a informé que, parmi les actions à réaliser pour cette campagne, figure l'envoi de lettres à différents acteurs, comme Sylvia Jones, vice-première ministre de l'Ontario et ministre de la Santé, ainsi qu'à Peter Bethlenfalvy, ministre des Finances de l'Ontario. Il a également mentionné l'envoi de lettres aux médias locaux, notamment une lettre à l'éditeur pour renforcer la campagne et sensibiliser la communauté. Il participera le 26 novembre à une activité de plaidoirie à l'Assemblée législative de l'Ontario et profitera de l'occasion pour y rencontrer des figures politiques clés.

De plus, Marc Bisson a demandé aux membres de partager les informations relatives à la campagne et de diffuser les messages auprès de leurs contacts.

- **RAPPORT PLAN DE CROISSANCE**

Marc Bisson a présenté le plan de croissance du Centre de santé communautaire de l'Estrie (CSCE), dont l'objectif principal est de répondre aux cibles stratégiques du plan 2022-2027, tout en assurant la viabilité à long terme de l'organisation dans un système de santé en pleine transformation. Le CSCE souhaite maintenir son rôle de leader francophone en santé primaire et communautaire dans l'Est ontarien, en continuant de répondre aux besoins des communautés desservies.

Bien que le CSCE dispose d'un plan stratégique et opérationnel, il est désormais nécessaire d'intégrer un plan de croissance pour guider le développement de ses programmes et services. Ce plan vise à garantir la rentabilité de ses offres, à mieux comprendre les besoins actuels et futurs des francophones de l'Est ontarien, et à intervenir proactivement dans le système de santé local.

Pour atteindre ces objectifs, le CSCE prévoit plusieurs axes de développement : renforcer les programmes existants pour répondre aux besoins changeants des communautés, faciliter l'accès aux services en français dans la région, jouer un rôle clé dans les Équipes de santé Ontario pour la santé primaire et communautaire en français, développer les soins virtuels et collaborer avec d'autres modèles de soins primaires dans la région. Un cadre de mise en œuvre solide sera essentiel pour assurer l'efficacité et la pérennité du CSCE dans un contexte de transformation du système de santé.

Le directeur général a précisé que le plan concerne l'ouverture de nouveaux services, mais qu'aucune décision n'a été prise à ce sujet. Il a également mentionné qu'il existe une forte demande de services en santé primaires à Hawkesbury et en santé mentale à Saint-Isidore.

- **VENTES AUX ENCHÈRES DU PERSONNEL (DÉCEMBRE)**

Marc Bisson a adressé une invitation au conseil d'administration afin de les informer des activités de vente aux enchères et du dîner de fin d'année organisés par le CSCE. Il a précisé que cette vente aux enchères est un événement annuel, avec pour objectif principal de recueillir des fonds afin de soutenir les clients vulnérables du CSCE confrontés à des difficultés financières. Il a mentionné trois façons de participer : 1) en donnant un objet pour la vente aux enchères ; 2) en achetant un article pendant l'enchère ; et 3) en faisant un don financier, que ce soit en espèces, par paiement électronique ou par chèque. Pour conclure, Marc Bisson a indiqué que chaque participant recevra un reçu pour fin d'impôt correspondant au montant de son don.

Il a profité de l'occasion pour informer le CA que notre réunion du 10 décembre 2024 se tiendra autour d'un souper au restaurant Schnitzels European Flavours, situé au 158 Pitt Street, Cornwall, Ontario, K6J 3P4.

MONITORAGE — SUIVI

RAPPORT FINANCIER ET RAPPORTS TRIMESTRIELS

Jonas Kobri présente les points saillants des indicateurs ERSM/MsAA pour le deuxième trimestre ainsi que des états financiers clos au 30 septembre 2024. Concernant les rapports ministériels, il a informé le CA que les rapports SGI et SRI ont été dûment soumis respectivement au ministère. En ce qui concerne les indicateurs ERSM, le CSCE a atteint les cibles demandées.

La taille du panel se situe à 11 603 pour une période de 3 ans, définie comme le nombre de patients individuels actifs pris en charge par un médecin ou une IP, tandis que le panel ciblé est de 12 133. Par conséquent, il manque 530 patients pour atteindre l'objectif de 100 %.

Le SAMI du CSCE est de 1,35, ce qui correspond au nombre de patients qu'un médecin ou un IP devrait recevoir sur 3 ans. Le score SAMI est utilisé pour calculer la taille du panel. S'agissant des états financiers, il a précisé que ces derniers ont été élaborés conformément aux nouvelles normes comptables généralement reconnues du Canada pour les organismes sans but lucratif.

Le budget fiscal flexible pour 2024-25 est de 12 499 673 \$ en revenus et dépenses, contre 11 006 604 \$ pour l'année précédente. Ces augmentations sont principalement liées à la revalorisation des salaires des médecins, au soutien aux opérations du ministère, ainsi qu'au programme IPCT qui regroupe tous les CSC de notre région. Au 30 septembre 2024, nous avons absorbé 48 % du budget du CSCE et 10 % de celui de l'IPCT. Cela signifie que notre objectif de maintenir les dépenses à 50 % pour les six premiers mois a été respecté. Au 31 mars 2025, le CSCE prévoit des dépenses totales de 12 163 345 \$.

Les dépenses salariales du CSCE s'élèvent actuellement à 4 179 882 \$, soit 45 % du budget prévu pour la période fiscale. Selon les prévisions, la masse salariale atteindra 8 900 000 \$ au 31 mars 2025 si le rythme des dépenses reste constant, ce qui laisse présager un surplus d'environ 303 000 \$. À noter que la masse salariale moyenne est de 808 302 \$ par période de paie.

L'analyse des dépenses opérationnelles révèle une pression financière de 279 630 \$. À cet égard, le CSCE a soumis une demande de réallocation de 145 852 \$ pour contrer l'impact de cette pression, avec une dépense moyenne mensuelle de 205 309 \$.

Il convient de souligner que le ministère nous a demandé de rétrocéder les surplus cumulés depuis les exercices fiscaux 2017-2018. À ce jour, le CSCE affiche un montant de 1 075 468 \$ au passif. Une analyse du bilan fonctionnel révèle un actif circulant de 1 964 514 \$, soit 89 % de l'actif total. Quant au passif à long terme, il représente un montant cumulatif de 1 075 468 \$ dû à Santé Ontario, comprenant les surplus relatifs aux salaires des médecins et au programme de diabète des exercices précédents, y compris celui de 2024. Le passif à court terme s'élève à 295 520 \$. Dans l'ensemble, la structure financière du CSCE reste similaire à celle des années précédentes.

Après avoir révisé le tableau, il a été demandé de recalculer les chiffres et de les présenter lors de la prochaine réunion.

Au cours de la discussion, une préoccupation a émergé concernant la pérennité du plan financier. Un membre a soulevé la question du risque pour l'organisation si elle poursuivait son fonctionnement selon la même politique financière. Jonas a répondu qu'il n'y avait pas de risque

immédiat et a souligné que, pour prévenir toute difficulté future, il serait nécessaire d'implémenter un contrôle de gestion.

Par ailleurs, une autre question a été soulevée : que se passerait-il si le ministère harmonisait les salaires au niveau hospitalier et si tous les postes étaient pourvus ? Le CSCE serait-il en mesure de soutenir son fonctionnement, ou cela compromettrait-il la qualité et la quantité des services ? Pour répondre à ces préoccupations, il a été décidé de présenter un tableau explicatif lors de la prochaine réunion.

RAPPORT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

En octobre, la direction générale a été active dans le réseautage et la promotion de la stratégie francophone en santé. Marc Bisson a contribué à l'organisation d'une rencontre provinciale pour les directions générales membres de l'Alliance pour des communautés en santé et du Groupe francophone, dont il copréside comme directeur général. Lors de cette rencontre, l'équipe de Santé Ontario a présenté ses priorités, mais les réponses aux préoccupations soulevées ont été limitées. Le Groupe francophone a décidé de synchroniser ses revendications avec les recommandations de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario, issues du rapport sur la santé en français.

La direction a également assisté au Congrès annuel de l'AFO à Ottawa, centré sur la Vitalité francophone. Marc Bisson a participé à un panel sur les recommandations en santé francophone liées au rapport récent. L'expertise en intelligence artificielle et un panel sur le Plan d'action stratégique régional ont particulièrement intéressé les membres présents.

Lors d'une réunion annuelle avec l'Équipe santé Ontario Archipel, un bilan des activités a été présenté, incluant une intervention d'une experte en équité qui a suscité l'intérêt. En interne, la direction générale, avec l'aide d'un consultant externe, va finaliser les axes de travail pour le Plan de croissance pluriannuelle, avec une mise en œuvre à suivre.

La direction générale a également continué de soutenir l'Équipe santé Ontario du Grand Fleuve, qui reste dynamique malgré une certaine incertitude quant à l'orientation du ministère de la Santé.

Plusieurs activités et comités externes ont été menés, incluant le lancement du Mois de la santé communautaire, des réunions de concertation pour le Plan d'action stratégique communautaire, et des consultations sur les services en français. Des rencontres avec des partenaires et des réunions pour le développement de la communauté francophone à Cornwall ont également eu lieu.

En termes d'activités internes, la direction a tenu des réunions avec les gestionnaires de programmes et d'autres équipes sur le Plan de croissance. Aucune représentation ni responsabilité fiduciaire ou légale n'a été notée durant cette période.

RAPPORT DE LA PRÉSIDENTE

François Bazinet a fourni une brève mise à jour sur le lancement de la campagne de sensibilisation, développée en collaboration avec le directeur général. Cette campagne vise à rehausser le profil

de l'organisation et à obtenir davantage de soutien.

RAPPORT DES MEMBRES SUR LES ACTIVITÉS DE REPRÉSENTATION

Marlène Thélusma Rémy a participé au webinaire de l'Alliance et suggère de faire circuler la pétition. Ils ont beaucoup parlé de la manière dont le CA peut se connecter avec les gouvernements.

INFORMATION GÉNÉRALE

Marc Bisson informe les membres qu'une réunion avec les députés est prévue pour le 26 novembre prochain à Toronto, afin de leur transmettre certains points importants lors de la campagne provinciale de plaidoirie de l'Alliance et l'implication du CSCE.